

Demain, 21e vendredi de manifestationS contre le système

## Le mouvement populaire à l'heure du vide constitutionnel



©  
Billel  
Zehan  
i/Liber  
té

Les vendredis de l'insurrection citoyenne se suivent, mais se ressemblent rarement. Chaque manifestation a son propre cachet et son lot de nouveautés. Depuis le 22 février, les manifestants ont toujours eu ce génie de renouveler leur stock de mots d'ordre en inventant de nouveaux chaque semaine pour exprimer leur position sur les nouveaux développements survenus sur la scène politique. Bien évidemment, les marches ont leurs invariants que sont les traditionnels slogans "Système dégage", "Algérie libre et démocratique", "Armée et peuple, des frères", etc. Il reste que les Algériens n'ont jamais été en mal d'inventivité et de spontanéité, faisant de ces rendez-vous hebdomadaires de grands moments de retrouvailles et d'épanchement. Les étudiants ont donné le mardi dernier, en scandant des slogans qui sonnent comme une réponse à l'offre de dialogue d'Abdelkader Bensalah, à la situation de vide constitutionnel découlant de l'expiration de son mandat de chef d'État par intérim, mais aussi aux arrestations tous azimuts dans les rangs des manifestants. "Bienvenue au vide constitutionnel", "On est dans le vide constitutionnel, rendez le pouvoir au peuple", ont crié certains étudiants. "Arrêtez la hogra !" se sont offusqués d'autres, faisant certainement allusion aux interpellations à tout-va et autres dépassements de certains policiers.

À coup sûr, les manifestants qui vont battre demain le pavé de la capitale et des principales villes du pays ne seront pas en reste et vont, eux aussi, reprendre l'essentiel des revendications exprimées mardi par les étudiants, en leur donnant une plus grande résonance. Ils vont certainement dénoncer l'arrestation de l'un des

symboles du combat libérateur contre le colonialisme français qu'est Lakhdar Bouregâa, mais aussi celle de manifestants anonymes dont le seul tort est d'avoir brandi l'emblème amazigh. Ils vont aussi renouveler leur rejet d'un dialogue et d'une élection présidentielle que managera l'actuel chef de l'État qui est, aux yeux de beaucoup, un résidu du règne de Bouteflika. Gageons aussi que le vide constitutionnel provoqué par l'expiration du mandat d'Abdelkader Bensalah bénéficiera d'un "traitement de faveur" des manifestants.

Le ton dur et menaçant utilisé hier par le chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd Salah, qui n'a pas caché sa désapprobation que des slogans comme "État civil et non militaire" soient scandés dans la rue, et la canicule ne vont sûrement pas dissuader les manifestants de marcher, comme ils le font depuis bientôt cinq mois.

La raison est que les Algériens estiment que même si la révolution du sourire a obtenu quelques acquis, leurs principales revendications ne sont toujours pas prises en charge et leur satisfaction dépend, en grande partie, de leur détermination et de l'étendue de leur mobilisation. Les Algériens ont aussi compris qu'avec la nouvelle donne politique que connaît l'Algérie depuis le 22 février, ils ont une opportunité historique de réaliser, sans effusion de sang aucune, leur aspiration au changement et faire entrer, enfin, le pays de plain-pied dans la démocratie et la modernité.

**Arab Chih**